

RÉUNION DE CONSULTATION AVEC LES UNIVERSITÉS

Une réunion de représentants de quelque 26 universités et institutions qui s'intéressent aux questions internationales, et de fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures a eu lieu à Ottawa les 13 et 14 mai. On y a étudié entr'autres le Document sur la politique étrangère paru dernièrement sous le titre de *Politique étrangère au service des Canadiens*, l'élargissement de la Communauté économique européenne, les relations du Canada avec les États-Unis et l'échange de diplomates avec la République populaire de Chine.

Les moyens d'améliorer les consultations entre la collectivité universitaire et le ministère ont fait l'objet d'une discussion prolongée. Ces consultations se sont accrues depuis quelques années. Le ministère des Affaires extérieures détache maintenant certains agents auprès des universités, pour des périodes de temps déterminées, à titre de diplomates associés. En échange, des universitaires doivent venir travailler pour des périodes de temps semblables au ministère. Les séances d'étude étaient présidées par Messieurs A. Davidson Dunton, président de l'Université Carleton, Gilles Lalande de la section des sciences politiques de l'Université de Montréal, et Paul Tremblay, sous-secrétaire d'État associé aux Affaires extérieures.

EXPÉDITION AU PÔLE NORD

Les navigants des Forces canadiennes, au cours de leurs vols de reconnaissance au-dessus de l'Arctique, ne perdent pas de vue une équipe composée de 27 hommes et de 350 chiens qui s'ouvre un chemin vers le Pôle Nord.

Dirigée par un homme d'affaires italien âgé de 43 ans, Guido Monzino, l'équipe composée de Norvégiens, de Danois, d'Esquimaux et de Canadiens, tente de retracer, en traîneau à chiens, l'itinéraire du voyage de l'amiral Robert Peary au Pôle Nord en 1909.

Pour venir en aide à signor Monzino pendant le trajet, le Gouvernement canadien a équipé l'expédition de radiogoniomètres. Utilisant le signal transmis par ces appareils, les équipages des avions de reconnaissance *Argus* s'assurent que l'expédition ne court aucun danger et, au cours de leurs patrouilles régulières de l'Arctique, lui fournissent des points de repère.

Russel Hall, agent de conservation du gibier des Territoires du Nord-Ouest, qui accompagne l'expédition en qualité de représentant du Gouvernement canadien, s'est joint à elle, le 2 avril, au cap Columbia, sur l'île Ellesmere, le point le plus septentrional du Canada.

Le voyage sur les glaces flottantes de l'Arctique n'est pas sans danger, et les spécialistes sont d'avis que Monzino aura besoin de beaucoup de chance et

de beau temps pour atteindre son but. Tout de même, suivre les progrès de l'expédition dans son voyage courageux, ajoute un peu de diversion aux patrouilles habituellement sans histoires que le personnel navigant des Forces canadiennes effectue sans relâche au-dessus des vastes solitudes de l'Arctique.

PROJET D'ACCORD SUR LES PÊCHES

Des représentants du Canada et de la France se sont réunis à Ottawa en mai pour réexaminer leurs relations réciproques en matière de pêche. La délégation de la France était dirigée par M. Christian Girard, sous-directeur au ministère des Affaires étrangères, et comprenait des représentants du Secrétariat général de la Marine marchande et du ministère d'État chargé des départements et territoires d'outre-mer. La délégation canadienne, pour sa part, avait à sa tête M. J.A. Beesley, conseiller juridique du ministère des Affaires extérieures, et des représentants du ministère des Pêches et des Forêts.

A l'issue des entretiens, les deux délégations ont établi un projet d'accord soumis à l'approbation des deux Gouvernements. Ce projet tient le plus large compte de l'évolution de la pêche au Canada, et des activités traditionnelles des pêcheurs français dans les eaux de la Côte atlantique, y compris ceux de Saint-Pierre et Miquelon.

Les délégations sont en outre convenues d'une délimitation entre Saint-Pierre et Miquelon et Terre-Neuve du point de vue des eaux territoriales et des zones de pêche.

SUBVENTION À L'ASSEMBLÉE MÉDICALE MONDIALE

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, M. John Munro, a annoncé récemment l'octroi d'une subvention de \$10,000 à l'Association médicale canadienne pour l'aider à financer l'organisation de la vingt-cinquième Assemblée médicale mondiale.

Mille délégués, venus de 62 nations membres, sont attendus à cette Assemblée qui aura lieu à Ottawa, du 12 au 19 septembre.

En annonçant cette subvention, M. Munro a fait remarquer en ces termes l'importance des discussions, à l'échelle internationale, des problèmes médicaux et sanitaires: "Nombre de sujets qui doivent être discutés à cette Assemblée sont d'un intérêt particulier pour les médecins canadiens. Je suis persuadé que tous les participants tireront avantage de ces échanges de renseignements et d'expérience."

Les principales questions à l'ordre du jour sont: "Le rôle des auxiliaires médicaux dans la dispensation des soins primaires" – sujet d'une récente conférence nationale parrainée par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social – et "Les substances psychotropes dans le monde d'aujourd'hui".